

Des pertes milliardaires pour l'Amérique Latine à cause des flux financiers illicites



NACIONES UNIDAS

CEPAL

Par Guillermo Alvarado

La Commission Économique de l'ONU pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, la Cepal, vient de présenter une étude qui révèle qu'en 2013 101 milliards 600 millions de dollars ont été sortis de notre région par concept de flux financiers illicites, c'est à dire des mouvements de capitaux non déclarés ou résultant d'actions frauduleuses.

Il s'agit d'une saignée économique importante qui entraîne de grandes pertes pour les gouvernements, qui ne reçoivent pas des sommes millionnaires par concept d'impôts.

Le document de la Cepal définit comme flux financier illicite, le mouvement d'un pays à un autre de l'argent qui a été gagné, transféré ou utilisé de façon illégale, que ce soit à partir d'activités commerciales truquées, de délits dont la corruption.

Dans le cas du commerce international, la fraude est souvent cachée dans une sous- facturation des exportations et une sur-facturation des importations.

La corruption, compte tenu de sa propre nature, est difficile à calculer, tout comme les autres délits, comme le trafic de drogues, d'armes ou de personnes ou la contrebande de marchandises. Tous ces délits, entraînent un mouvement de sommes d'argent considérables qui de très rares fois restent dans le pays d'origine.

Si ces capitaux qui ont des mouvements irréguliers avaient respecté les règles fiscales correspondantes, l'Amérique Latine et les Caraïbes auraient obtenu en moyenne 31 milliards de dollars annuellement par concept d'impôts, ce qui équivaut à 0,5 % du Produit Intérieur Brut global

Le Mexique est le pays le plus affecté par ce phénomène avec un montant de 48 milliards 314 millions de dollars, envoyés illégalement à l'étranger, suivi du Brésil, avec 17 milliards 830 millions. Et ce qui est une surprise, du Costa Rica, un petit pays, avec une économie modeste, ont été sortis 7 milliards 773 millions.

Dans le cas du Costa Rica et du Mexique, l'explication de l'extraction de ces grandes sommes d'argent est leur insertion dans des chaînes de production mondiale. Dans le cas du Costa Rica, dans l'industrie de semi-conducteurs et pour ce qui est du Mexique, dans les industries automobile et de machines. C'est-à-dire que la présence dans ces deux pays de grandes corporations transnationales est un facteur qui favorise cette fuite de capitaux.

L'étude de la Cepal insiste sur le fait que les pays récepteurs de ces flux financiers sont justement les pays les plus industrialisés, à la tête desquels se trouvent les États-Unis qui entre 2004 et 2013 a capté 292 milliards de dollars sortis illégalement de l'Amérique Latine et des Caraïbes.

Il en s'agit donc pas seulement d'exploiter notre main d'œuvre, en payant des prix dérisoires pour le travail, d'acheter bon marché nos matières premières et de nous vendre cher les produits achevés, de manipuler nos économies et de nous imposer des modèles néo-libéraux qui créent de la pauvreté. Ils tirent profit aussi des pièges engendrés par le capitalisme, dans son appât démesuré de gain et de concurrence. Comme dirait le Quichotte, Des choses réelles, ami Sancho.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/120853-des-pertes-milliardaires-pour-lamerique-latine-a-cause-des-flux-financiers-illicites>



Radio Habana Cuba